
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyistes
et Révolutionnaires
Internationaux

28, rue des Petites Ecuries
75010 Paris - France
01 44 83 00 00
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

DOSSIER

● Liliane Fraysse
et Michel Sérac

Les zimmerwaldiens français (1914-1917)

Du refus de l'Union sacrée
à la Révolution russe

● Pierre Roy

Des poètes français contre le chauvinisme et la guerre

● Serge Sebban

Ta Thu Thâu

Le combat des trotskystes
en Indochine

N° 163

Février 2017

ISSN 0292 - 4943

6 €

La Révolution russe et la France

Syndicalistes ouvriers internationalistes contre jusqu'au-boutistes social-patriotes

Publié à l'automne 1916, notre premier document (« Tous les gouvernements font des guerres de conquêtes, c'est la Russie qui nous le dit ... ») émane de la Fédération des métaux CGT, qui est à la pointe du combat contre l'Union sacrée belliciste. La polémique vise à démolir la façade démocratique derrière laquelle les majoritaires du parti socialiste SFIO dissimulent leur ralliement à une guerre de pillages coloniaux et d'annexions impérialistes.

Les syndicalistes saisissent toutes les preuves publiques de la guerre de conquêtes, des traités secrets entre puissances alliées, démasquant les bourgeois et les ministres « socialistes », qui exhortent les travailleurs à se sacrifier pour la défense de la patrie, des deux côtés du Rhin.

Le ministre du tsar, Trepov, a vendu la mèche à la Douma : il s'inquiète du respect des traités secrets passés avec les Etats français et britannique, livrant les Détroits et Constantinople à l'autocrate russe. L'Etat italien, quant à lui, dresse la liste de ses convoitises territoriales, conditions pour son entrée en guerre.

Quant à la France : si la reconquête guerrière de l'Alsace-Lorraine, annexée par l'Allemagne en 1870 a servi de bannière, durant quatre décennies, pour enflammer contre les « boches » le chauvinisme haineux, l'Etat français n'a rien de plus pressé, en cas de victoire, que d'envahir à son tour la rive gauche du Rhin, d'installer à Coblenche une préfecture française !

Le lecteur français avisé de 2017 ne sera pas dépaysé : rien de nouveau sous le soleil en régime capitaliste ! C'est toujours dans le noble but de libérer les peuples, de les protéger, sous le label de « l'ingérence humanitaire », derrière la façade d'une « communauté internationale », que sont de nos jours déchaînés les bombardements, que sont lancées les armadas d'invasion et d'occupation, en Afrique comme au Moyen-Orient.

Publié un an plus tard, en novembre 1917, au lendemain de la révolution russe, le second document

(« Paix sans annexions ! Guerre du Droit ou Guerre impérialiste... ») apparaît comme la vérification des accusations du premier. On le trouve dans le n° 1 – qui restera unique, comme pour d'autres journaux – du Rapport du comité de défense syndicaliste de France. Le congrès des soviets vient d'installer au pouvoir le gouvernement révolutionnaire. La politique étrangère de ce dernier est fort originale : il dévoile toutes les notes diplomatiques confidentielles, tous les traités secrets entre le tsar et ses alliés des parlements bourgeois occidentaux. Les syndicalistes internationalistes français ne manquent pas d'ironiser sur ces belles preuves d'une guerre « pour le droit et la civilisation »...

Ce qui n'empêche pas, toute honte bue, les agents « socialistes » de l'Etat français de poursuivre leur besogne patriotique guerrière. Le ministre Albert Thomas s'est vu confier une tâche centrale dans le carnage : il est ministre de l'Artillerie et de l'Equipement militaire. Il se rend plusieurs fois en Russie, d'abord pour inviter le tsar à intensifier la guerre sur le front de l'est ; puis, le tsar renversé, il retourne voir Kerenski, son semblable « socialiste » russe, en avril, pour l'encourager à l'offensive, à l'encontre des exigences des conseils de soldats qui se dressent contre l'état-major, toujours tsariste, et exigent la paix immédiate. Tandis qu'Albert Thomas (notre photo), aux côtés du général tsariste Kornilov, exhorte les soldats russes à poursuivre la guerre, son gouvernement réprime par fusillades les mutins français (mai-juin 1917).

Kerenski, l'espoir des bourgeoisies occidentales alliées, lance alors la répression contre le Parti bolchevique, contraint à la clandestinité. En ce moment charnière de la révolution, on lira ici le chaleureux soutien adressé aux maximalistes russes (nom donné aux bolcheviks) pourchassés, par les syndicalistes prolétaires du bâtiment, des monteurs-électriciens, de la céramique, de la chimie, de l'habillement, etc. (document 3 : « La révolution russe »).

Une autre entreprise de pression de l'Etat français, de ses ambassadeurs SFIO, voit le jour avec le voyage à Moscou de trois parlementaires de ce parti, dont Marcel Cachin.

Rappelons que ce dernier, social-chauvin pendant la guerre, rallié à la majorité de Tours en faveur de la Troisième Internationale (1920), retrouvera, après le pacte Laval-Staline (1935), son chauvinisme originel, cette fois dans les bureaux du parti stalinien.

Le Comité pour la reprise des relations internationales, à côté des syndicalistes lutte de classe et internationalistes, compte une section socialiste, regroupant les minoritaires hostiles à l'Union sacrée. C'est elle qui, sous le titre « Les bons apôtres » (document 4), le 3 juin 1917, apostrophe les « trois petits-bourgeois socialisants » partis pour Moscou, en se rangeant aux côtés des conseils d'ouvriers et de soldats de Russie.

La Révolution russe pour la paix, la terre, la liberté, est victorieuse. Une âpre discussion, où Lénine est d'abord très minoritaire, traverse le Parti bolchevique, sur la nature de la paix à conclure, lors des pourparlers de Brest-Litovsk.

Sans désespérer, les « socialistes » guerriers français, comme ils l'ont fait auprès du tsar, de Kerenski, se mettent en devoir d'adjurer le gouvernement des soviets... de poursuivre la boucherie, en trahissant,

comme ils le font eux-mêmes tous les jours en France, le mandat des ouvriers et paysans ! C'est le sens du manifeste des parlementaires français, conduits par les Thomas, Guesde, Sembat, pour dissuader, le 19 décembre 1917, le gouvernement révolutionnaire de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, au nom, bien entendu, des plus nobles idéaux socialistes...

La Fédération des métaux CGT publie la verte réponse de Léon Trotsky au Parti socialiste français (document 5), datée du 29 décembre. De Trotsky, naguère expulsé de France par ces mêmes dirigeants social-patriotes, et qui choisit de signer en sa qualité de président du Conseil des délégués ouvriers et soldats de Petrograd. Nous respectons la présentation de Merrheim, qui cite les passages essentiels du manifeste des parlementaires auquel répond Trotsky (1).

Michel Sérac

(1) La totalité du manifeste parlementaire, avec ses signataires, a été publié par nos Cahiers en 2008, dans le n° 128 : « La révolution russe et le mouvement ouvrier français. »



Le Miroir n° 189 du dimanche 8 juillet 1917, page 6 (document Cermtri) :
Albert Thomas haranguant les armées russes dans les Carpathes. Au deuxième plan, le général tsariste Kornilov qui tentera quelques semaines plus tard un coup d'Etat contre la Révolution.

● Document 1



LA FÉDÉRATION DES MÉTAUX
A LA
Conférence des Fédérations et Unions

**TOUS LES GOUVERNEMENTS
FONT LA GUERRE DE CONQUÊTES**

C'est la Russie qui nous le dit

(Extraits)

[...]

M. Trepow a précisé, proclamé les visées de la Russie, celles-là mêmes que nous avons indiquées dans notre dernier numéro de *l'Union des Métaux*.

« Les clefs du Bosphore et des Dardanelles, s'est-il écrit, le bouclier d'Oleg sur la porte de Constantinople, voilà les rêves séculaires intimes du peuple russe dans toutes les époques de son existence. Eh bien, ces aspirations sont près de se réaliser. Les intérêts vitaux de la Russie sont aussi bien compris de nos fidèles alliés que par nous-mêmes. Et c'est pourquoi l'accord que nous avons conclu en 1915 avec la Grande-Bretagne et la France, et auquel a adhéré l'Italie, établit d'une façon définitive le droit de la Russie aux détroits et à Constantinople. »

[...]

A l'Italie, on a promis sa part de gâteau. La voici, d'après le président du Conseil, Boselli, le sénateur Franchetti, le député Vaccaro et les journaux italiens : *L'Idée Nationale, La Tribune, Le Peuple d'Italie, La Gazette du Peuple, Le Courrier du Soir, Le Messenger et L'Avanti* :

Le Trentin, - Trieste. - La Dalmatie et les îles de l'Adriatique. - L'Albanie. - Un morceau de Salonique avec les îles turques de l'Archipel. - Une part de l'Asie-Mineure (Smyrne et Adana pour le moins). - La petite Somalie française que nous lui céderions pour agrandir sa colonie de l'Érythrée.

Tout cela sans compter des vues sur le plateau central de l'Asie-Mineure, sur le Yémen et un vif désir de respirer plus librement en Libye. L'appétit vient en mangeant.

Le Japon s'est servi. A quel prix ?

La malheureuse Roumanie voulait la Transylvanie et la Bukovine. La Russie devrait au moins lui restituer la Bessarabie, terre roumaine, qu'elle lui a ôtée il y a un siècle.

Et voici le lot de la France :

1° *L'Alsace-Lorraine*, dont le gouvernement a déclaré maintes fois vouloir la reprise par le fer et par le sang, au lieu de l'essayer par la diplomatie, par l'échange ou par l'arbitrage.

2° *La rive gauche du Rhin*, qui serait partagée avec la Belgique (voir la carte du *Drapeau*, organe bimensuel de la « Ligue des Patriotes », numéro du 5 septembre — publié avec l'autorisation de la censure si impitoyable pour notre propagande — voir aussi la campagne des journaux *Le Rappel, L'Echo de Paris, L'Action Française, La Petite Gironde*, où M. Charles Dupuy, ancien président de Conseil, a écrit : « Je demande que les frontières aillent jusqu'au Rhin et à la Moselle, et que nous puissions avoir un préfet de la République installé à Coblenz »).

[...]

4° *La Palestine et la Syrie*, au sujet desquelles il existe une abondante littérature conquérante.

Voir notamment la brochure de M. Huvelin, professeur à la faculté de droit de Lyon, dont voici la conclusion :

« De toute façon, la part de nos alliés sera plus large que la nôtre. Que pèse la *Syrie*, même en y comprenant la Cilicie (au nord) et la Palestine (au sud), au regard de la *Mésopotamie* et de *l'Arabie, promises à l'Angleterre*, au regard de *l'Arménie, de l'Anatolie septentrionale et de Constantinople même, réservées à la Russie*, au regard de la *Perse, enfin partagée entre la Russie et l'Angleterre ?*

Au banquet de la victoire, si nous obtenons du *gâteau* le plus petit morceau, quoique ayant payé notre écot plus cher que quiconque, exigeons du moins que nul fâcheux n'y vienne mordre ! »

Et voilà pourquoi le sang et les larmes coulent encore après 28 mois de guerre.

Nous répétons que nous savons gré à M. Trepow d'avoir ainsi arraché le masque à la « Guerre du droit » pour « la Civilisation » à la « Guerre de libération » pour le respect des « nationalités opprimées » et la « Justice », avec laquelle depuis vingt-neuf mois on a excité les haines entre belligérants et poussé les classes ouvrières de tous les pays à se massacrer, à s'égorger.

L'Europe est retournée à la barbarie. Elle y reste. Elle se suicide. L'histoire a honte des civilisés qui se plongent dans un déluge de sang.

Plus de cinq millions de morts couchés pourrissent sur les champs de bataille !

Plus de quinze millions de blessés, de mutilés, de malades crient leurs souffrances ou traînent leurs misérables existences dans les hôpitaux !

Dans les foyers, des millions de veuves et d'orphelins gémissent, accablés de souffrances morales et matérielles !

Dans les usines, des millions de femmes et d'hommes, muselés, bâillonnés par la discipline militaire, s'épuisent journallement à produire, à surproduire, victimes que guettent, pour l'après-guerre, la maladie et la mort à fleur d'âge ; des millions de jeunes filles et de femmes condamnées à jamais à la stérilité, leur corps épuisé, détraqué, refusera toujours les joies de la maternité.

Plus de trois cent cinquante milliards de francs gaspillés, engloutis dans le tourbillon de cette affreuse boucherie.

Des milliards d'impôts nouveaux s'ajoutant aux milliards d'impôts d'avant la guerre qui pesaient déjà si lourdement sur les classes ouvrières de tous les pays.

Pour tous les peuples, la perspective d'une période de privations de plus en plus grandes par le renchérissement fatal, obligatoire, du coût de l'existence.

Par-dessus ces souffrances, ces misères et ces deuils, le militarisme s'étendant et se fortifiant, la réaction triomphante puisant, avec le militarisme, dans le sang des travailleurs une sève, une vitalité, des audaces nouvelles et préparant de nouvelles guerres.

Tel est, en raccourci, atténué, le bilan.

Et après 29 mois de carnage, c'est toute une série d'équivoques qui disparaît. Les aveugles volontaires qui nous abreuyaient de leurs sarcasmes chaque fois que nous émettions des doutes sur les affirmations gouvernementales ne pourront plus s'abriter dans le creux des formules tapageuses. Il va falloir se prononcer nettement.

Quand nos camarades minoritaires d'Allemagne établissent les responsabilités guerrières du gouvernement du Kaiser, c'est en Allemagne et en Autriche nous établissons les responsabilités. Ils font ainsi besogne utile. Quand nous établissons les responsabilités guerrières de nos gouvernants, c'est en France, en Russie, en Italie et en Angleterre que nous les découvrons. Et nous faisons aussi besogne utile. Nous appliquons les décisions de l'Internationale. C'est là qu'il faut en venir, c'est avec ces décisions internationales qu'est restée d'accord notre Fédération et qu'elle restera d'accord jusqu'au bout.

La commission exécutive
de la Fédération des Métaux.
(Imprimerie spéciale de la Fédération,
décembre 1916)

Rapport du comité de défense syndicaliste de France

● Document 2

Paix sans annexions !

GUERRE DU DROIT OU GUERRE IMPÉRIALISTE

La réponse est contenue dans les documents secrets publiés par Trotsky, et dont nous donnons ci-dessous une analyse.

Une note de M. Sazonov à l'ambassadeur de Russie à Paris, en date du 8 mars 1915, constatant l'attitude bienveillante de la France à l'égard des *revendications russes sur Constantinople et les Détroits*, et enregistrant l'approbation donnée par l'Angleterre dans les limites fixées par les discussions.

Une note de M. Sazonov à l'ambassadeur de Russie à Paris, en date du 20 mars 1915, exprimant la reconnaissance de la Russie envers l'Angleterre pour la solution favorable donnée à la question des droits russes sur Constantinople et les Détroits, et déclarant que la Russie est prête à appuyer les opérations contre les Dardanelles et à *contribuer à améliorer une coopération des pays dont l'action serait utile*.

La note s'engage à *maintenir les Lieux Saints sous la domination musulmane et accorde à l'Angleterre une zone neutre en Perse*.

Une note de M. Sazonov à M. Isvolsky, en date du 9 mars 1916, donne à l'ambassadeur des instructions concernant la conférence interalliée qui va s'ouvrir. Cette note proclame que les conventions intervenues depuis la guerre sont immuables et ne peuvent être révisées. Cet avertissement vise particulièrement les accords sur Constantinople et la convention passée à Londres avec l'Italie. Les instructions de M. Sazonov visent également *les échanges de vues qui ont eu lieu entre les Alliés au sujet de la frontière franco-allemande, de la frontière de la Russie avec l'Allemagne et l'Autriche, de l'exclusion de la Pologne du domaine international, de la nécessité de chercher à maintenir la Suède dans la neutralité et à entraîner la Norvège dans la guerre*. Les instructions de M. Sazonov ajoutent qu'il n'y a pas à revenir *sur les avantages accordés déjà à la Roumanie*.

Une note de M. Pokrovsky, ministre des Affaires étrangères, en date du 12 février 1917, rend compte de l'audience accordée à M. Doumergue par le tsar. *Le souverain russe a consenti, en principe, au retour de l'Alsace-Lorraine à la France et à la constitution d'une zone neutre entre la France et l'Allemagne, sur la rive gauche du Rhin, toute liberté étant laissée à la Russie pour la détermination de sa frontière occidentale*.

Une note de M. Isvolsky au ministre des Affaires étrangères, le 13 février 1917, en réponse à un télégramme précédent, disant que *les vœux de la Russie ne trouveraient pas d'opposition de la part de la France*.

Une note du ministère des Affaires étrangères, du 14 février 1917, à l'ambassadeur de France à Petrograd, sur les garanties demandées par la France dans les propositions de paix à l'Allemagne : *retour de l'Alsace-Lorraine et Etat neutre autonome sur la rive gauche du Rhin*.

Une note du chargé d'affaires à Berne au ministre des Affaires étrangères, le 11 mars 1917 (jour de la révolution), relative à la reconnaissance par la France de la liberté de la Russie pour l'établissement de sa frontière occidentale.

Une note du chargé d'affaires à Berne au ministre des Affaires étrangères, le 17 septembre, sur *les bruits de pourparlers de paix aux dépens de la Russie et signalant la réunion des financiers dans ce but*.

Enfin, une note du deuxième département politique du ministère des Affaires étrangères *sur l'accord relatif à Constantinople et à l'Asie Mineure*.

PETROGRAD, 28 novembre. *L'Izvestia* continue la publication des documents secrets du ministère des Affaires étrangères.

En dehors de pièces qui n'ont qu'une valeur rétrospective, figure une note avec la mention « *très secrète* » sur l'accord avec l'Italie.

La note retrace l'historique des négociations qui ont déterminé l'entrée de l'Italie dans la guerre : pourparlers de von Bülow, refus de concessions territoriales de l'Autriche, opposition de la Russie à l'entrée en ligne de l'Italie ; refus de la France et de la Russie, qui considéraient les exigences italiennes exagérées ; enfin, signature de l'accord à Londres après que la Russie eut obtenu de l'Italie des concessions en faveur de la Serbie.

C'est le projet d'entente sur la participation de l'Italie proposé par l'ambassadeur d'Italie, qui fut signé à Londres.

Les demandes de l'Italie portent sur les concessions *territoriales dans le Trentin, le Tyrol méridional jusqu'au Brenner, Trieste et son hinterland, les comtés de Gorizia et de Gradisca, l'Istrie et la Dalmatie, ainsi*

que les îles dalmates et l'hinterland, les îles du Dodécannèse occupées par elle et certains droits sur l'Asie Mineure, notamment sur Adalia, l'élargissement de ses positions africaines de l'Erythrée, de la Libye et du Somaliland, en compensation des agrandissements des colonies de la France et de l'Angleterre au dépens des colonies allemandes, la concession d'un emprunt à Londres, de 50 millions de livres sterling.

Enfin, l'accord prévoit que la France, l'Angleterre et la Russie soutiendront l'opposition de l'Italie aux démarches diplomatiques quelconques des représentants du Saint-Siège tendant à la conclusion de la paix ou au règlement de questions ayant un rapport avec la guerre.

PETROGRAD, 29 novembre. - *L'Известия* continue la publication des documents secrets. C'est d'abord une note du chargé d'affaires étrangères, en date du 28 septembre 1917, sur la conférence des puissances centrales à Sofia, à la suite des revendications territoriales de la Bulgarie, qui réclamait la frontière de la rivière Morava, y compris Nich et la Macédoine avec Monastir et l'hinterland de Salonique, ainsi que la Thrace avec Sérés, Drama, Cavalla et la Dobroudja. Il était indiqué que M. Radoslavoff exigerait également Vrania et Pirot, en Serbie.

Nos majoritaires peuvent clamer une fois de plus : jusqu'au bout pour le droit, la civilisation et la liberté des peuples.

● Document 3 La Révolution russe

Nous n'avons pas attendu le triomphe de la Révolution russe pour affirmer à Lénine et à Trotsky, et autres camarades maximalistes, notre sympathie, pour protester contre les calomnies dont toute la presse les abreuvait, et tout particulièrement *l'Humanité* par la voix de Renaudel et *la Bataille* par celle de Kristian et consort. Ces hommes sont certes de grands criminels, ils ne jouent pas la comédie socialiste, ils ne sont pas des bourreurs de crâne de la Sociale, ils ont écrit en socialistes, ils ont parlé en socialistes, ils agissent en socialistes. La sincérité extrême des maximalistes de Russie fait apparaître aux yeux des masses socialistes ou socialistes de France ou d'ailleurs le socialisme à l'eau

de rose, l'hypocrisie et le mensonge. Les masques tombent.

Pour nous qui ne voulons connaître que la véritable doctrine socialiste, pour nous qui préférons les actes aux discours, nous constatons que les maximalistes russes font de la bonne besogne socialiste, nous constatons qu'ils travaillent à la reconstitution de l'Internationale, ils font mieux que cela, ils sauvent l'Internationale. Nous saluons en eux le triomphe de notre idéal, nous sommes heureux d'avoir enfin une lueur d'espérance, voici qu'à l'horizon se lève le soleil de la Paix.

Liebknicht, Adler, votre sacrifice n'aura pas été inutile ; Lénine, Trotsky, nous sommes avec vous. Bravo, les maximalistes, et honte aux menteurs de la Sociale. Vive la Révolution russe !



L'assemblée des délégués du soviet de Petrograd, en mars 1917.

La Révolution russe et les syndicats

Les récents événements de Petrograd ont été l'occasion pour la presse gouvernementale russe et pour une partie de la presse française d'attaques inqualifiables contre les socialistes maximalistes et anarchistes russes.

Tandis que ces révolutionnaires sont traqués, emprisonnés, livrés aux répressions sommaires d'un régime de dictature, tandis que toute liberté de presse et de parole est supprimée à ceux qui voudraient prendre leur défense, on propage contre eux de misérables calomnies.

De ces calomnies, le prolétariat révolutionnaire français ne sera pas dupe. Nous savons ce que sont et ce que valent les hommes que l'on outrage. Nombre d'entre eux, tel Trotsky, ont vécu parmi nous. Nous avons pu admirer leur courage, leur abnégation, leur désintéressement.

Le crime de ces hommes, c'est d'être restés fidèles à leurs idées, à leurs convictions, à ce programme d'action internationaliste et socialiste que d'autres avaient acclamé avec eux à Zimmerwald et à Kienthal, et qui maintenant sévissent contre eux,

Ils n'ont pas pensé que le changement de personnel gouvernemental de mars 1917 était une raison suffisante pour abandonner ces idées et ce programme. Ils ont voulu que la révolution russe en soit la réalisation : paix imposée par les travailleurs, émancipation de la classe ouvrière. Au lieu de se laisser séduire par les douceurs d'une participation au pouvoir, ils ont lutté contre le nouveau tsarisme, jouant à chaque instant leur liberté et leur existence pour la cause du prolétariat international.

Voilà les hommes contre lesquels on répand la pire diffamation, seul moyen par lequel on espère ruiner leur redoutable influence, cette même diffamation que l'on oppose dans tous les pays belligérants à tous les

internationalistes sincères, à tous les ennemis de la guerre : *agents de l'étranger*.

Nous avons connu de pareilles insultes, les révolutionnaires allemands en ont connu de semblables. Nous tenons à dire aux instigateurs de la manœuvre actuelle qu'elle ne réussira pas plus que les précédentes. On n'arrivera pas à démoraliser les internationalistes. Nous tenons aussi à témoigner notre confiance et notre sympathie à ceux qui sont diffamés aujourd'hui pour avoir tout sacrifié à leurs convictions et à leur idéal.

Ont signé cette adresse : Sébastien FAURE, EINFALT, du journal *Ce qu'il faut dire* - Raymond PERICAT, du Comité de défense syndicaliste - HUBERT, BARTHE, du Syndicat des terrassiers - BOUDOUX, des Charpentiers en fer - ELION, du Syndicat du bâtiment - BARIL, du *Libertaire* - DECOUZON, du Syndicat des produits chimiques - MILLERAT, secrétaire du Syndicat de l'habillement - BEAUVAIS, pour le Syndicat de la céramique de la Seine - VAULOUP, pour le Syndicat des monteurs-électriciens - ROYER et MEUNIER, pour le foyer populaire de Belleville - BARION, pour la Jeunesse socialiste du 13^e - Le Comité d'entente des Jeunesses socialistes de la Seine - DANVRON, pour la commission du Syndicat de la chapellerie - GONTIER, du Syndicat des briqueteurs - BARDAY, pour le groupe d'action des cochers-chauffeurs - Marie DUBOIS, M. et M^{me} DECOUZON, MARECHAL, TROBAT, MAURICIUS, THUILIER, BROUTCHOUX.

Ces deux articles sont parus dans le n° 1 (qui fut le seul numéro) de novembre 1917 du *Rapport du Comité de défense syndicaliste de France*.

(EDHIS - 1985 - *Le mouvement ouvrier français contre la guerre* - t. VII)

Comité pour la reprise des relations internationales

● Document 4 Les bons Apôtres

Ils sont trois apôtres chargés de porter aux bords de la Neva la parole de consolation et d'encouragement. Trois justes, dont le verbe brûlant doit faire retourner la roue de l'histoire et arrêter la révolution en marche.

Trois majoritaires de bonne trempe, qui ont fait leurs preuves dans le reniement et l'abnégation.

L'un d'eux, M. Cachin, a déjà joué les Sudekum en Italie, les autres déploieront en Russie leurs qualités naturelles d'apôtres.

Joli parti qui, de défection en défection, est devenu un simple instrument dans les mains des représentants autorisés de l'impérialisme multicolore !

Joli parti qui envoie une mission en Russie, mais qui n'a pas le courage de prendre la responsabilité de cette démarche suspecte.

Les Cachin, les Lafont, les Moutet, qui vont porter au prolétariat russe la parole socialiste (!), sont-ils mandatés par les organisations centrales du Parti socialiste (!) français ? Mystère.

Le groupe parlementaire et la C.A.P. prennent-ils ce voyage à leur compte ? Mystère.

Les bons apôtres partent-ils à titre personnel ?

L'Humanité, qui était avant la guerre un organe socialiste, ne le dit pas non plus.

Mais, tandis que le journal du Parti enveloppe de mystère cette expédition et ne daigne point renseigner ses lecteurs sur cette mission officielle, voici *l'Action*, dite *socialiste*, qui s'en mêle, et, selon son habitude, met les pieds dans le plat. D'après cette feuille majoritaire, les trois émissaires s'offriraient le plaisir de ce dangereux pèlerinage pour donner des conseils aux socialistes russes.

Quels conseils ? De sagesse, de modération et de patriotisme, bien entendu. Si l'on pouvait en douter, on n'aurait qu'à lire la note officieuse parue dans tous les journaux et qui dit « *que la Commission des affaires extérieures de la Chambre des députés a approuvé à l'unanimité l'envoi de cette députation* ».

Voilà donc le mystère dissipé : nous pouvons maintenant mettre les choses au point.

MM. Poincaré, Briand et Ribot, les leaders actuels du Parti socialiste français, effrayés par les « événements russes », croient devoir entraver la marche triomphale de la révolution.

Ils expriment leurs craintes et leurs espoirs aux socialistes apprivoisés (le lecteur mettra les noms lui-même), qui, après un conciliabule entre majoritaires de marque,

décident d'expédier « *à titre personnel* » une équipe majoritaire destinée à saboter l'élan du prolétariat russe, l'expérience du socialisme français prouvant qu'à ce genre de besogne les socialistes ou soi-disant tels sont les mieux appropriés. Si vous êtes sceptique, adressez-vous à MM. Briand, Millerand et Cie, ils sont à même de vous fournir sur ce point des renseignements intéressants...

Voilà donc l'expédition décidée, mais comme on tient à ne faire aucun bruit autour de ce voyage, on cache toute la machination dans ces mots vides de sens : « *à titre personnel* ». L'affaire marchait à merveille lorsque la Commission des Affaires extérieures résolut d'adopter les trois émissaires socialistes et de les transformer du coup en ambassadeurs officiels de la bourgeoisie impérialiste française.

C'est alors que surgissent les énigmes !

Comment se fait-il que cette commission, image exacte de la Chambre où les socialistes sont en minorité, ait cru pouvoir confier à des socialistes une mission aussi délicate ?

Pourquoi, avant la guerre, les socialistes étaient-ils tenus à l'écart de tout ce qui avait trait aux affaires extérieures ?

Pourquoi la Chambre des députés, de l'extrême droite à la gauche, hurlait-elle à mort chaque fois que Jaurès tentait de jeter quelque lumière sur les manigances tortueuses de la diplomatie dite républicaine ?

Où, pourquoi ?

La guerre a changé tout cela. Actuellement, les mêmes brasseurs d'affaires et politiciens envoient des socialistes, à l'unanimité, en Russie. Les plus faibles d'esprit eux-mêmes ne croiront point que les Stern, les Weiller, les Etienne, les Leygues, les Barrès et *tutti quanti* aient abdiqué, qu'ils aient immolé tous leurs intérêts de classe sur l'autel de la patrie. Alors ? Alors, la vérité s'impose : ceux qui ont abdiqué, ce sont les socialistes, et cette mission de confiance, cette mission payée sur les fonds secrets, n'est autre chose que la preuve et l'aveu de cette abdication.

Les trois ambassadeurs sont partis pour la Russie lointaine.

Ils y parleront au nom du socialisme français et au nom de la troisième République. Pauvres ambassadeurs !

Que raconteront-ils, ces trois majoritaires, au prolétariat russe, trempé à la bataille, encore tout chaud du combat et frémissant d'espoir ?

Que raconteront-ils, ces trois petits bourgeois socialistes, qui connaissent leur propre révolution d'après les manuels scolaires, que raconteront-ils aux acteurs du plus grand événement de l'histoire moderne ?

Ils leur diront : soyez prudents, soyez sages ! Oubliez que vous êtes socialistes, oubliez la lutte de classes, concluez l'Union sacrée, ne parlez pas de paix, faites la guerre à outrance au militarisme prussien et nous vous garantissons l'affranchissement de toutes les nations opprimées et la paix éternelle.

Mais nous entendons d'ici une voix railleuse s'élever dans le Conseil des ouvriers et des soldats :

« Bons apôtres ! Vos conseils de modération et de prudence nous font rire ; nous les entendons depuis le commencement de la guerre. La bourgeoisie française nous demande par votre voix de faire une révolution bien sage. Nous comprenons les craintes de vos maîtres, mais apprenez, “émissaires de la troisième République”, que révolution modérée, c'est l'avortement de la révolution.

« Sachez que nous entendons rester fidèles aux résolutions votées, aux engagements signés à Stuttgart, à Copenhague et à Bâle :

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, le devoir du prolétariat est de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes ses forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes, et précipiter ainsi la domination capitaliste.

« Sachez, délégués de MM. Poincaré, Briand et Ribot, que nous ne sommes pas encore assez “civilisés” pour traiter en chiffons de papier les décisions des congrès internationaux, que nous ne sommes pas encore assez “adaptés” pour abdiquer devant la bourgeoisie nationale et internationale.

« Vous nous parlez toujours de la guerre de libération. Mais vous oubliez de nous citer les peuples que vous avez libérés pendant ces trente-deux mois de carnage universel. Et pourtant, vous auriez eu l'occasion d'appliquer votre vaste programme : l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, la Réunion, le Maroc, l'Indochine attendent encore leur affranchissement.

« Qu'avez-vous fait, bons apôtres, pour libérer les peuples que vous écrasez ?

« Vous “pacifiez” le Maroc en fusillant ses habitants révoltés (1), vous déportez à la Réunion le roi d'Annam, qui, prenant au sérieux vos déclarations sur le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, a tenté de secouer votre joug.

« A votre actif, il est vrai, vous avez la “libération” de l'Irlande par le gouvernement anglais... Mieux vaut ne pas parler de cela, n'est-ce pas ?

« Donnez-nous donc un seul témoignage de votre œuvre libératrice, nommez-nous un seul peuple qui, soumis à vous ou à vos alliés, ait été affranchi dans les trente-deux mois d'une tuerie sans précédent.

« Cette influence salutaire de *votre* guerre, personne ne l'a vue, personne ne la verra jamais.

« Ce que nous avons observé, par contre, c'est la manière dont on berne les peuples par des phrases creuses sur les libertés chez autrui, au moment où on leur supprime les leurs ; ce que nous avons pu voir, c'est l'asservissement par leur propre bourgeoisie, des peuples “libérateurs”.

« Votre guerre n'apporte au prolétariat international que l'esclavage et la mort, tandis que *notre* révolution, c'est le commencement de la fin, c'est l'affranchissement, le coup de massue pour la réaction internationale.

« La révolution russe, c'est le souffle libérateur. Voyez : Lloyd George et Asquith deviennent tout d'un coup partisans des droits électoraux pour la femme. Guillaume II argumente sur la “monarchie populaire”.

« *Votre* guerre consolidait l'union sacrée en Allemagne, *notre* révolution la désagrège. Pour que le représentant suprême des réactionnaires allemands se mette à réciter des formules démocratiques, il faut qu'il ait senti la terre trembler sous ses pieds, il faut que la révolution russe ait secoué les empires centraux jusqu'aux entrailles.

« Alors, pauvres missionnaires indésirables ! Alors, à toutes les bonnes paroles que vous nous prodiguez au nom de vos grands ancêtres, nous répondons avec la franchise révolutionnaire que réclame la situation :

Les révolutionnaires russes, sachez-le, n'ont nul besoin de tuteurs ; souffrez qu'ils se passent de vos conseils trop intéressés ; ils n'ont de leçons à recevoir de personne ! Pauvres petits descendants de 93, allez, retournez dans votre pays. Allez dire à ceux qui vous envoient que le prolétariat russe entend rester maître de ses destinées et qu'il ne permettra point à la bourgeoisie impérialiste alliée et à ses domestiques de lui saboter sa révolution. »

Section socialiste

(1) Dans l'*Homme Enchaîné*, du 13 avril, nous trouvons le télégramme suivant :

« *Marrakech*, 3 avril (retardée dans la transmission). – Le groupe mobile de Marrakech, sous les ordres du général Lamothe, a quitté Tiznit le 24, à minuit, se portant sur Oujjan, qu'El Hiba occupait avec 5 à 6 000 partisans. Après un bombardement des retranchements organisés par l'adversaire, les pentes de l'Ighir Melloulon furent enlevées d'assaut. A 15 heures, l'ennemi s'enfuyait, tandis que les contingents maghzen entraient dans Oujjan. “*Les pertes ennemies connues jusqu'à ce jour dépassent 300 tués*”. »

La voilà, la guerre « libératrice » !

● Document 5

Une lettre de Léon Trotsky au Parti socialiste français

Le 11 décembre dernier, le groupe socialiste parlementaire lançait un appel « aux socialistes de Russie ». Dans cet appel, le groupe socialiste disait qu'il avait vu avec angoisse « quelques-uns » des socialistes russes « engager des pourparlers qui peuvent conduire à une paix séparée ».

Qu'une telle paix « servirait — elle sert déjà — les desseins de tous les ennemis de la démocratie et du socialisme dans le monde, en leur permettant d'invoquer la Révolution russe comme un exemple de désorganisation et de démoralisation ».

Qu'une paix séparée « conclue par la Révolution russe, permettrait de dire que le socialisme russe, reniant ses propres formules, renonçant au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, a compté pour rien le sort des petites nations violentées et piétinées ».

Enfin, qu'elle serait « un désastre moral dont le socialisme international porterait partout le poids comme un retentissement naturel ».

A ces affirmations, notre camarade Trotsky vient de répondre par une déclaration vigoureuse, cinglante, qui rétablit les faits et précise les responsabilités.

Voici la belle réponse de notre camarade Trotsky, dans laquelle nous avons été obligés de remplacer par des points les mots incomplets ou brouillés par la transmission télégraphique :

“La fraction parlementaire du parti socialiste français a adressé aux socialistes russes un manifeste dans lequel les reproches sont unis aux avertissements et aux conseils. Ce manifeste a pour sujet : “Le danger d'une paix séparée.” D'où vient ce danger ?

On y parle de la politique criminelle du tsarisme qui a désorganisé et épuisé le pays. On y rappelle l'enthousiasme avec lequel les socialistes français ont accueilli la révolution russe.

Déjà, ce souvenir a besoin d'être corrigé.

Depuis le commencement de la guerre les social-patriotes français et belges nous ont instamment recommandé, à nous socialistes révolutionnaires, de conclure un armistice avec ce même tsarisme qui “désorganisait et épuisait le pays”.

Le citoyen Vandervelde écrivait dans ce sens des messages aux camarades russes par l'intermédiaire des diplomates du tsarisme. Les citoyens Guesde, Sembat et Thomas nous donnaient des conseils analogues. Leurs partisans russes, les social-patriotes, ont cherché par tous les moyens

à enrayer le développement de la révolution, prolongeant ainsi l'agonie du tsarisme et aidant à la désorganisation et à l'épuisement du pays.

La révolution de Février qui a renversé le tsarisme n'était par ses résultats immédiats qu'une révolution bourgeoise. Elle a porté au pouvoir les représentants extrêmes de l'impérialisme russe, les Goutchkof et les Milioukof. Ces chevaliers de la rapine internationale se sentaient comme chez eux parmi les représentants des Bourses de Paris, de Londres et de New York. Ils ont cherché à atteler la révolution avec ses passions et ses espoirs au char du militarisme allié. C'est pourquoi nous leur avons déclaré une guerre implacable.

Nous ne faisons et nous ne faisons pas de distinction de principe entre les impérialistes des empires du centre et ceux des pays alliés. On a cherché à nous persuader que les pays alliés se trouvent en état de défense légitime en tirant cette conclusion que les socialistes alliés sont obligés de marcher la main dans la main avec la bourgeoisie et même avec le tsarisme. Telle est la base de l'union sacrée.

Mais de l'autre côté des tranchées, les socialistes gouvernementaux d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont également déclaré que leur pays se trouve en état de défense légitime et ils ont conclu l'union sacrée avec leurs monarchistes.

Ainsi le prolétariat d'Europe s'est trouvé déchiré politiquement en deux camps, incapables de mettre fin à cette guerre folle.

Nous avons exigé que les gouvernements qui se réclament du principe de défense légitime publient les traités qui sont la base de toute leur politique antérieure à la ...

... L'attitude du prolétariat de cette époque si importante était subordonnée à des considérations douteuses ayant pour objet de savoir quelle diplomatie et quel capitalisme national a montré le plus d'insolence et de perfidie dans les dernières semaines à la veille de la guerre.

Aucun des gouvernements bourgeois n'a publié ses traités internationaux, car chacun de ces documents met à nu l'hypocrisie de la thèse de guerre défensive.

Le programme du socialisme révolutionnaire était d'arracher le prolétariat à l'influence des visées nationalistes et d'orienter son énergie vers la lutte contre la guerre et contre l'impérialisme des pays capitalistes. Tel était le devoir que nous avait tracé le Congrès international socialiste de Bâle.

Mais au moment où la guerre a éclaté, la pression puissante de la bourgeoisie a soumis à son influence les dirigeants parlementaires et opportunistes du mouve-

ment ouvrier. Le prolétariat international s'est trouvé pour longtemps brisé et sans force.

Ne trouvant pas de résistance la guerre a pris un caractère menaçant de détruire toute la culture européenne. ... Trois ans de guerre ont démontré qu'il n'y a pas d'issue à la guerre par la guerre elle-même.

Au peuple français, on promettait chaque fois la victoire définitive à la veille de chaque offensive.

Chaque fois ses espoirs étaient déçus. Mais, d'autre part, les victoires militaires des Hohenzollern n'ont pas davantage donné au peuple allemand l'issue de cette impasse sanglante. Au point de vue militaire, nous sommes aussi loin d'une solution qu'après les premiers mois de guerre.

Les socialistes russes ont cherché l'issue de la guerre dans la voie de la révolution.

Après la chute de la dictature bourgeoise des Goutchkof et Milioukof, le pouvoir a passé dans les mains des socialistes conciliateurs les Scheidemann et Vandervelde russes. Ils ont cherché à conserver inviolables les cadres de l'ancienne alliance impérialiste. Dans ces cadres ils ont essayé de convaincre les alliés de réviser leurs anciens traités et d'avancer ainsi la conclusion de la paix.

Quels fruits a porté cette politique d'exhortations respectueuses ? Aucun.

Les diplomates alliés, y compris les diplomates français, ont cherché à s'en débarrasser par des phrases banales et de vagues promesses. Et pourtant, si le socialisme français officiel avait pratiqué une tactique socialiste, il devait réveiller la force historique de l'héroïque prolétariat français. Mais de pareille action, pas de trace. La fraction parlementaire socialiste mettait à la disposition du gouvernement tous les crédits demandés et en échange ne pouvait obtenir de réponse précise sur les buts de guerre. Mieux, ils se voyaient refuser les passeports chaque fois qu'on a tenté une conférence socialiste internationale.

La politique qui met les socialistes dans une telle situation ne peut pas être une politique juste. La fraction parlementaire du socialisme français entièrement responsable de cette humiliation du socialisme français officiel s'est privée par là même de tout droit de juger le maximalisme russe. Le socialisme français officiel est le moins qualifié pour nous reprocher l'armistice séparé et le danger de la Paix séparée.

Nous avons proposé un armistice général, nous nous sommes adressés à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernements avec la proposition de négocier une paix générale. Ces négociations n'impliquaient nullement pour leurs participants et encore moins pour nous l'acceptation de la Paix à tout prix... et dans n'importe quelles conditions.

Pour notre part, nous avons publié les traités, les déclarant nuls et non avenue pour nous, et nous avons proposé une paix sur des bases démocratiques. La bourgeoisie française a répondu à cette proposition par la nomination du ministre Clemenceau, ministre de chauvi-

nisme aveugle et de réaction sociale. Le socialisme officiel français a répondu par des reproches et des accusations ... non pas à l'adresse de la bourgeoisie française, mais à l'adresse du prolétariat russe ... et l'Union sacrée ... a été maintenue dans toute sa force sous le ministre Clemenceau ...

Nous aspirons à une paix générale et démocratique. Nous l'avons démontré par toute notre lutte. Mais une paix pareille ne peut être obtenue à présent que par un assaut héroïque du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie nationale.

L'Union sacrée exclut la possibilité d'une telle lutte et lie le prolétariat bras et jambes en en faisant une arme sans volonté à la disposition de la bourgeoisie.

Le peuple français n'a pas moins besoin de paix que les autres peuples. Le chemin de Clemenceau n'est pas celui de la paix, il conduit le peuple français à sa perte. Le prolétariat français ne peut pas ne pas le comprendre. Nous croyons fermement qu'il élèvera la voix et réclamera de son gouvernement la participation aux négociations de paix.

Celui qui ne veut pas la paix séparée ne peut pas refuser de prendre part aux négociations de paix générales, c'est-à-dire de présenter franchement ses propres conditions de paix.

Les négociations pour la paix sont ouvertes. Le Conseil des commissaires du Peuple y défendra les intérêts et les principes du socialisme international. Le ... révolutionnaire par-dessus la tête de ses chefs parlementaires élèvera la voix pour la cessation immédiate du carnage sur tous les fronts et pour la paix honnête et démocratique de tous les peuples.

Le Président du Conseil des délégués
ouvriers et soldats de Petrograd,
TROTSKY.

Le 29 décembre 1917. »

Il est inutile de commenter longuement cette déclaration si nette et si précise. Je veux seulement ajouter que Trotsky a raison d'écrire que :

« Le socialisme officiel français est le moins qualifié pour reprocher — aux socialistes russes — l'armistice séparé et le danger d'une paix séparée. »

En effet, quand on a couvert, par le silence complice, les tentatives répétées de paix séparées des Sturmer, Protopopof, l'impérialisme d'un Milioukof et le régime scandaleux d'un Raspoutine, on a pris avec eux toute la responsabilité des événements actuels.

A. Merrheim